LE JOUR, 1949
14 JUILLET 1949

POLITIQUE LIBANAISE

Le Gouvernement de ce pays, toujours bousculé par le présent, voit-il assez l'avenir ? Le développement rapide d'Israël à notre frontière du Sud l'inquiète-t-il assez (?) et le problème aigu des réfugiés et quelques autres ? Les questions permanentes de la vie politique en Asie méditerranéenne demeure-t-elles présentes à ses yeux ?

Ces derniers temps les difficultés d'ordre intérieur se sont multipliées. Pour en avoir raison, il a fallu vivre au jour le jour et compter beaucoup sur la chance ; mais si, pour l'individu, "à chaque jour, suffit sa peine", cela n'est plus vrai des nations. Il faut voir un peu loin si l'on veut vivre.

Notre thèse est que le peuple libanais ne peut se défendre que par sa qualité. Suivant que ce sera un peuple d'hommes libres ou un peuple de clients et de mercenaires, l'avenir est assuré ou compromis, le patrimoine moral, intellectuel et matériel de nos enfants est consolidé ou perdu. Et nous parlons de l'avenir le plus proche.

Là où le Gouvernement est manifestement le plus défaillant, c'est en ce qui touche la formation du citoyen. C'est là qu'est le déficit le plus évident dans la gestion de nos affaires.

On a pensé à ce qui fait du bruit, à ce qui perpétue un nom ; on a oublié les hommes et on les a laissés se dégrader plus que ne le permettent la condition humaine et le siècle. C'est cela qui nous fait peur.

Les faveurs, les privilèges, l'argent, le népotisme, la facilité, le désir de paraître ont démolis les caractères. Il n'y a jamais eu dans ce pays aussi peu de gens ayant le courage de leur opinion. En perdant le goût d'opiner librement, les Libanais ont perdu le courage civique. A un homme au pouvoir on dit, pour se faire bien, venir, le contraire de ce qu'on pense ; **quitte à critiquer âprement dehors, ce qu'on approuve platement dedans.**

La critique dans ce qu'elle a de sain, de loyal, de tonique, de véridique est à peu près inexistante cependant que les cris n'ont à peu près plus d'autre objet que d'appeler le compromis et de monnayer le silence.

C'est cet état de choses qui nous déplaît ; c'est cette sorte d'égarement collectif que nous ne voulons pas.

L'Etat, chez nous, est en même temps très centralisé et très dispersé. L'importance, la nécessité du travail d'équipe on ne la connaît plus. Là même où une activité louable se manifeste, la doctrine manque. Les problèmes ne sont trop souvent résolus qu'en apparence, par des moyens de fortune pour ne pas dire de prestidigitation.

Rien ne manque pourtant au Liban pour faire d'un peuple magnifiquement intelligent et doué autre chose que cette masse amorphe. Dans nos relations avec l'extérieur, sur le plan économique et financier, sur le plan de notre petite armée et de ce qui dépend d'elle, nous avons souvent montré une belle vigueur. Pourquoi faut-il que sur le plan des affaires intérieures **qui est sa première besogne**, le Gouvernement au lieu de diriger de haranguer et d'émouvoir ce peuple, soit à ce point négatif ou absent ?